

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**

**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS  
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

**ACCORD DU 20 MAI 2008**

**RELATIF AU DÉBLOCAGE À TITRE EXCEPTIONNEL DES DROITS  
À LA PARTICIPATION AUX RÉSULTATS DE L'ENTREPRISE (ANNEXE VI)**

NOR : *ASET0850694M*

IDCC : 16

Entre :

L'union des fédérations de transport, mandatée par :

- la chambre nationale des services d'ambulances (CNSA) ;
- la chambre syndicale des entreprises de déménagement et garde-meubles de France (CSD) ;
- la fédération des entreprises de sécurité fiduciaire (FEDESFI) ;
- la fédération nationale des prestataires logistiques et des magasins généraux agréés par l'Etat (FEDIMAG) ;
- la fédération nationale des transports routiers (FNTR) ;
- la fédération nationale des transports de voyageurs (FNTV) ;

La fédération des entreprises de transport et logistique de France (TLF) ;

L'union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA),

D'une part, et

La fédération générale des transports CFTC ;

La fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) CFDT ;

La fédération nationale des syndicats de transports CGT ;

La fédération nationale des transports et de la logistique UNCP FO ;

Le syndicat national des activités du transport et du transit CFE-CGC,

D'autre part,

Considérant les dispositions de l'article 5 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat relatives au déblocage anticipé, à titre exceptionnel, des droits à participation aux résultats de l'entreprise affectés aux salariés au plus tard le 31 décembre 2007 ;

Considérant les dispositions relatives à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise figurant à l'annexe VI de la convention collective nationale des transports routiers et des activités auxiliaires du transport ;

Considérant les modalités d'application de cette mesure telles que fixées par la circulaire commune de la direction générale du travail et de la direction de la sécurité sociale du 12 février 2008,

il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Objet du présent accord*

Le présent accord a pour objet la mise en application des dispositions de l'article 5 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 sans remise en cause aussi bien des dispositions relatives à la participation figurant à l'annexe VI de la convention collective nationale des transports routiers et des activités auxiliaires du transport que des pratiques des entreprises en la matière.

Cet accord ne concerne que les entreprises qui appliquent les dispositions de l'annexe VI susvisée à défaut d'accord d'entreprise.

### **Article 2**

#### *Déblocage à titre exceptionnel des droits*

Seules sont visées par les dispositions du présent accord les sommes issues de la participation affectée au plus tard le 31 décembre 2007 et dont le salarié souhaite le déblocage avant l'expiration du délai d'indisponibilité normalement applicable.

Le déblocage à titre exceptionnel desdites sommes affectées à un compte courant bloqué dont peuvent bénéficier, jusqu'au 30 juin 2008, les personnels bénéficiaires des dispositions de l'accord conventionnel sur la participation (annexe VI de la convention collective nationale des transports routiers et des activités auxiliaires du transport susvisée) est limité à 10 000 € nets de prélèvements sociaux.

### **Article 3**

#### *Demande des bénéficiaires*

Les bénéficiaires des dispositions du présent accord peuvent demander, dès la signature de celui-ci et jusqu'au 30 juin 2008, le déblocage exceptionnel de tout ou partie des sommes issues de la participation versée au plus tard le 31 décembre 2007, dans la limite du plafond global, net de prélèvements sociaux, de 10 000 € rappelé ci-dessus. Le bénéficiaire ne peut présenter qu'une seule demande.

Le déblocage exceptionnel desdites sommes doit être réalisé en une seule fois et dans les meilleurs délais.

#### **Article 4**

##### *Entrée en application*

Le présent accord entre en application à compter de sa signature.

#### **Article 5**

##### *Dépôt et publicité*

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, L.2231-1 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 20 mai 2008.

(Suivent les signatures.)